



Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538
Télécopieur : 418-656-3634

www.cei.ulaval.ca

Février 2015

CHRONIQUE

Uruguay : quel avenir pour l'héritage du président José Mujica?

Par Mamadou Lamine Sarr*

Après avoir présidé l'Uruguay de 2005 à 2010, Tabaré Vázquez a de nouveau été élu à la présidence du pays lors du second tour de l'élection présidentielle du 30 novembre 2014. Le candidat du Front large (gauche) l'a remporté devant le candidat du Parti national (droite), Luis Lacalle Pou, avec près de 54 % des voix. Tabaré Vázquez entrera officiellement en fonction le 1er mars prochain et il succèdera ainsi à José Mujica, qui est arrivé au pouvoir en 2010 et qui ne pouvait pas se représenter, conformément à la constitution. Le mandat de ce dernier a été marqué par l'adoption de plusieurs lois jugées progressistes en Amérique latine, à savoir la légalisation du cannabis, de l'avortement et du mariage entre conjoints de même sexe. Le prochain président sera attendu sur sa gestion de l'héritage du président Mujica, mais aussi sur les questions d'éducation et de sécurité, deux grandes préoccupations des Uruguayens.

Tabaré Vázquez et l'héritage de José Mujica

Le mandat du président Mujica restera marqué comme celui lors duquel on aura vu l'Uruguay être au centre de l'actualité régionale et internationale sur de grands débats de société. Entre octobre 2012 et décembre 2013, le pays a adopté trois lois

d'une ampleur historique. Il y a d'abord eu la légalisation de l'avortement en octobre 2012, qui autorise toute femme âgée d'au moins 18 ans qui le souhaite d'avorter jusqu'à 12 semaines de gestation, alors que les mineures doivent avoir une autorisation parentale. Avec l'adoption de cette loi, l'Uruguay a rejoint Cuba, la Guyane et Porto Rico dans le club restreint des États latino-américains qui accordent aux femmes un droit à l'avortement. Il y a ensuite eu la légalisation du mariage homosexuel, qui est officiellement entrée en vigueur en août 2013. L'Uruguay est ainsi devenu un des seuls pays de la région avec l'Argentine (et quelques États du Brésil) à permettre le mariage entre personnes de même sexe. La dernière loi d'envergure porte sur la légalisation de la production et la consommation de cannabis, qui a été adoptée en décembre 2013. Cette loi autorise les consommateurs âgés de 18 ans et plus à se procurer jusqu'à 40 grammes de cannabis par mois dans des pharmacies reconnues par l'État. La production personnelle est limitée à six plants de cannabis, soit 480 grammes par an, alors que les clubs formés de 15 à 45 membres seront autorisés à cultiver 99 plants par an.

S'il est issu de la même formation politique que le président Mujica, Tabaré Vázquez ne partage pas les mêmes points de vue que le président sortant, notamment concernant la loi sur l'avortement et celle sur le cannabis. Comme c'était le cas lors de son premier mandat présidentiel (2005-2010), Tabaré Vázquez reste opposé à l'avortement ainsi qu'à la production et la vente de cannabis. Lors de la campagne présidentielle, il a affirmé que son administration évaluerait l'impact réel de la légalisation du cannabis sur la société uruguayenne. Il sera donc intéressant de prêter une attention particulière à ce que fera le président Vázquez par rapport à ces lois, qui constituent les mesures phares de la présidence de José Mujica.

Au-delà de ces grands enjeux de société, l'arrivée d'anciens détenus de la prison américaine de Guantanamo en sol uruguayen sera une question centrale pour le président Vázquez. En décembre 2014, l'Uruguay a accueilli six anciens prisonniers de Guantanamo (un Palestinien, un Tunisien et quatre Syriens) qui bénéficient du statut de réfugié. L'Uruguay est le premier pays d'Amérique latine à recevoir des détenus de Guantanamo, mais cette décision du président Mujica est loin de faire l'unanimité dans la population. Assisterons-nous à d'autres arrivées sous Tabaré Vázquez, qui s'est montré favorable à cette décision du président Mujica? Il est tout à fait à propos de se poser cette question lorsqu'on sait que Washington a beaucoup

de mal à trouver des pays disposés à accueillir d'anciens détenus de cette prison controversée.

Tabaré Vázquez devra donc apporter des réponses aux nombreuses interrogations quant à la suite qu'il donnera aux grandes réformes de son prédécesseur. Il hérite d'un pays en bonne santé économique avec une croissance annuelle de 3 % et un taux de chômage de 6,7 %, malgré un taux d'inflation qui avoisine les 10 % en 2014. Il aura la lourde tâche de consolider ces avancées économiques alors que la croissance tarde à reprendre en Amérique du Sud. Il devra aussi lutter contre les problèmes du pays en matière d'éducation et de sécurité, deux domaines qui constituent le talon d'Achille du président Mujica et plus généralement, de la gauche uruguayenne depuis dix ans.

Éducation et sécurité : les points faibles de la gauche uruguayenne

Si l'Uruguay est souvent cité comme modèle en matière de droits de l'homme, ceci n'est pas le cas dans le domaine de l'éducation, où le pays accuse un retard important par rapport à ses voisins, malgré de nombreuses initiatives. À titre d'exemple, en 2007, le gouvernement uruguayen a lancé « le plan Ceibal », qui prévoyait l'octroi d'un ordinateur par élève du primaire et du secondaire, ce qui a permis de baisser significativement la fracture numérique qui régnait jusque-là dans le pays. Toutefois, le taux de redoublement élevé au primaire (jusqu'à 57,4 % dans certains établissements) retarde l'entrée au secondaire et l'importance du décrochage au secondaire (seul un adolescent sur trois termine le cycle secondaire) constituent des obstacles majeurs à l'amélioration du système éducatif uruguayen. Selon le rapport 2012 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Uruguay est un des deux pays latino-américains, avec le Costa Rica, où le niveau des élèves a baissé en mathématiques, en sciences et en langues. Il ne s'agit là que de quelques exemples servant à illustrer les difficultés du système éducatif de l'Uruguay et auxquelles devra nécessairement s'attaquer le président Vázquez.

La lutte contre l'insécurité sera aussi à l'ordre du jour du nouveau président. Ces dix dernières années, les cas de vols sont passés de 7000 à 20 000 par an à l'échelle du pays. Entre 1990 et 2012, le taux d'homicide a augmenté de 79 %. En 2014, on comptait 8 homicides par tranche de 100 000 habitants. Certes, l'Uruguay n'a pas les

mêmes problématiques sécuritaires que des pays comme le Brésil, le Venezuela ou le Mexique, mais elle doit faire face à une montée de la violence et ceci s'avère être un défi que devra relever Tabaré Vázquez.

En définitive, cette victoire de Tabaré Vázquez vient consolider l'émergence de la gauche uruguayenne, au pouvoir depuis maintenant dix ans. Au-delà des problématiques internes, le président Vázquez devra également veiller à ce que son pays s'affirme davantage comme un leader au sein du Marché commun du Sud (Mercosur). Il devra aussi continuer de discuter avec l'Argentine pour éviter de nouvelles tensions concernant « la guerre du papier », un différend qui porte sur la présence contestée par l'Argentine de deux usines polluantes de la papeterie finlandaise UPM sur le côté uruguayen des rives du fleuve Uruguay, qui sépare les deux pays.